

L'Hebdo indépendant

Bulletin n° 629
du 6 avril 2017

par Robert del PICCHIA,

Sénateur
des Français établis
hors de France

ÉLECTIONS 2017 : DEMANDEZ LES PROGRAMMES !

Voici les propositions spécifiques pour les Français de l'étranger (dans l'ordre de parution).

François FILLON : son programme pour les Français de l'étranger.

- **Fiscalité** : « Réaffirmer le principe de territorialité du système d'imposition français en exemptant définitivement de la CSG-CRDS les revenus du patrimoine des non-résidents fiscaux et en étendant à nos compatriotes résidant à l'étranger le principe de déductibilité des charges sur leurs revenus français ».
- **Enseignement** : « repenser le modèle » de l'AEFE en « en distinguant le fonctionnement, l'investissement, la pédagogie, en clarifiant les statuts des personnels, et en accordant une plus grande autonomie aux chefs d'établissement ». Il souhaite également « dresser un inventaire global des besoins des établissements » « suivi d'un plan de financement ». Il juge également nécessaire de « soutenir le développement d'établissements bilingues en France ». François FILLON s'intéresse également à l'accueil en France des bacheliers des établissements AEFE.
- **Services consulaires** : poursuite de la dématérialisation des démarches. « Moderniser et rationaliser notre dispositif consulaire en renforçant la mutualisation des moyens ». Il faut également se pencher sur « le rôle et les moyens des consuls honoraires ».
- **Sécurité** : « Inculquer la culture du risque » ; renforcement du dispositif des îlotiers.
- **Protection sociale** : simplifier et faciliter le retour ; meilleure coordination des régimes de retraite pour « assurer la continuité des prestations » ; François FILLON se penche également sur la question des retraites multilatérales.
- **Représentation** : élection au suffrage universel de l'AFE en 2020 et rétablissement du vote par Internet pour les législatives, avec éventuellement généralisation à tous les scrutins.

Toutes les propositions : <https://www.fillon2017.fr/projet/francais-etranger/>

Emmanuel MACRON a défini son programme pour les Français de l'étranger. Le candidat d'En Marche a dressé un « diagnostic » :

- **Éducation** : c'est la priorité et « partout où cela est possible, d'autres établissements doivent ouvrir leurs portes ». Ses propositions : les établissements pourront emprunter de l'argent avec la garantie de l'État ; nouveaux critères de bourses scolaires ; développer et encourager « l'autonomie » des établissements du réseau AEFE.
- **Fiscalité et sécurité sociale** : l'ancien ministre de l'Économie constate un sentiment « d'iniquité » en matière de fiscalité, de protection sociale et de retraites. Il explique que les recettes de la CSG-CRDS auxquelles les revenus immobiliers des Français de l'étranger sont soumis depuis « 2013 » sont « affectées à des dépenses de solidarité non contributives et non pas au financement direct de la Sécurité sociale ». Il promet néanmoins de « réexaminer le régime mis en place en 2013 ». Emmanuel MACRON souhaite aussi « faciliter l'accès à la Caisse des Français de l'étranger ».
- **Proximité**. Emmanuel MACRON constate un sentiment « d'éloignement » des Français établis à l'étranger. Il propose « plus de dialogue, plus de participation et plus de simplification ». Il mise sur la « modernisation de l'administration » et la « dématérialisation des démarches, avec la création d'un compte citoyen en ligne » (déjà annoncé par la Direction des Français de l'étranger il y a un an).
- **Représentation** : le candidat d'En Marche veut renforcer le mandat des conseillers consulaires et étendre le vote par Internet « aux élections présidentielles », « en toute sécurité ».

Le programme : <http://www.en-marche.fr/emmanuel-macron/le-programme/fran%C3%A7ais-de-l-etranger>

Benoît HAMON a écrit aux Français de l'étranger. Le candidat désigné par la primaire du parti socialiste veut « *continuer à accompagner nos 2,5 millions de compatriotes établis à l'étranger* » et « *un service public de qualité à l'étranger.* » Ses priorités :

- « **l'éducation**, avec une limitation des frais de scolarité et un développement de l'offre éducative alternative » ; mais aussi renforcer le financement de l'AEFE et développer les ressources éducatives ; Benoît HAMON souhaite améliorer l'accès aux études secondaires en France ;
- la « **modernisation de l'action consulaire pour un accès facilité** » des « Français.e.s de l'étranger » aux services publics et « *garantir la dimension universelle* » du réseau consulaire ;
- le **renforcement de la protection sociale** « *avec un accès facilité des familles les plus modestes à la Caisse des Français de l'Étranger* » et suppression du délai de carence lors du retour en France ;
- la « **lutte contre toute discrimination**, liée à la pluri-nationalité, en refusant toute distinction entre les Français, dans leur vie au quotidien ou dans leur mobilité » ;
- la « **création d'un guichet unique pour le soutien des PME** » ; éligibilité au projet de « *Social business act* » et facilitation de l'accès aux financements à tous les stades de croissance des entreprises.
- **l'effort budgétaire pour la sécurisation** des espaces diplomatiques, consulaires, culturels et éducatifs ouverts aux Français.es à l'étranger.

Jean-Luc MÉLENCHON veut un impôt universel : la nationalité deviendrait le critère d'imposition. Le contribuable déclarerait en France ses revenus mondiaux et si, à revenus équivalents, son imposition française aurait été supérieure, il s'acquitterait, en France, de cette différence. Selon le candidat, comme cela, « *les riches ne partiront pas* ». Voir la vidéo (à environ 7 minutes et 30 secondes) : <http://melenchon.fr/2017/01/09/propose-limpot-universel/> Comment évaluer son impôt ? Sur le « *simulateur* », on peut « *expérimenter la Révolution Fiscale proposé par la France Insoumise* » en « *moins de 10 secondes* » : <https://impots.jlm2017.fr/>

Marine LE PEN a présenté « *144 engagements* » en guise de programme présidentiel. Dans le chapitre « *Une France qui crée et qui rayonne* », deux « *engagements* » intéressent plus particulièrement les Français de l'étranger : « *108 : Renforcer le réseau des écoles et des lycées français dans le monde.* » « *111 : Mettre un coup d'arrêt à la politique de vente à l'étranger et au privé de palais et bâtiments nationaux.* » Sur le site de la Fédération des Français de l'étranger, on peut trouver [un édito de Marine LE PEN](#) où elle explique défendre une « *diplomatie vraiment souveraine* ». « *Nous sommes pleinement engagés contre les fermetures de consulats programmées par le gouvernement français. Au-delà, nous plaçons la défense de vos droits de Français à l'Étranger comme une priorité absolue : accès aux prestations sociales, scolarisation de vos enfants dans les meilleures conditions dans nos établissements, assurance au plus haut niveau de votre protection consulaire.* »

Nicolas DUPONT-AIGNAN. [Son programme est en ligne](#) : pour « *défendre les droits des Français de l'étranger* », il propose la nomination d'un « *ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères, avec une autorité reconnue* » et une réforme de l'Assemblée des Français de l'étranger pour « *mieux entendre leurs préoccupations* ». Il souhaite un « *dispositif permanent d'aide aux victimes piloté par la direction des Français de l'étranger et l'administration consulaire* » et la dématérialisation des démarches administratives. Pour le candidat de Debout la France, « *L'école de la République doit être garantie aux jeunes Français de l'étranger* », soit : « *améliorer la relation entre l'AEFE et les établissements scolaires de droit local* » et « *renforcer les moyens éducatifs privés* », mais aussi « *établir dans chaque pays / villes des « plans école » supervisés par les élus consulaires* ».

Jean LASSALLE : <http://jeanlassalle2017.fr/le-projet-de-jean-lassalle/>

Philippe POUTOU (NPA) : <https://poutou2017.org/programme> ou [télécharger ici](#)

Nathalie ARTHAUD (Lutte ouvrière) : <http://www.nathalie-arthaud.info/nos-positions>

François ASSELINEAU (« UPR ») : <http://www.asselineau2017.fr/>

Jacques CHEMINADE : <http://www.cheminade2017.fr/-Projet-2017->

MONDE

Mort d'un militaire français au Mali. La Présidence de la République a annoncé un « *accrochage avec des terroristes* » dans le sud-est du Mali. Il s'agit d'un caporal-chef du 6^e régiment du génie d'Angers, précise le communiqué.

Syrie. Entre 60 et 100 personnes, selon les sources, dont une trentaine d'enfants, ont été tuées lors d'une frappe aérienne dans une ville tenue par la rébellion au nord de la Syrie. Les vidéos filmées après l'attaque montrent des habitants suffoquant. L'Organisation mondiale de la santé a précisé que certaines victimes présentaient des symptômes évoquant une exposition à des produits chimiques. La France a demandé en urgence une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies. Les États-Unis, la France et le Royaume-Uni ont présenté un projet de résolution condamnant l'attaque et appelant à une enquête complète et rapide. Le vote a été reporté à ce jeudi pour permettre les discussions avec la Russie. « *Cette attaque sur des enfants a eu un énorme impact sur moi* », a lancé M. TRUMP. Qui poursuit : mon « *attitude vis-à-vis de la Syrie et d'Assad a nettement changé* ». L'ambassadrice américaine, Nikki HALEY, a fustigé la Russie pour n'avoir pas tempéré son allié syrien. Elle a brandi la menace d'une intervention unilatérale des États-Unis en cas d'échec d'une action des Nations unies.

Sommet États-Unis-Chine. « *La Chine a une grande influence sur la Corée du Nord. Et la Chine décidera si elle nous aide ou pas concernant la Corée du Nord. S'ils le font, ce sera très bon pour la Chine. Sinon, ce ne sera bon pour personne* » a prédit Donald TRUMP, avertissant que les États-Unis sont prêts à agir seuls. Il devait rencontrer ce jeudi son homologue, XI Jinping, en Floride. Cette rencontre « *est d'une importance capitale pour le développement des relations bilatérales, ainsi que pour la paix, la stabilité et la prospérité en Asie et dans le monde* » selon le ministère des affaires étrangères chinois. Un 5^e tir de missile nord-coréen a été tiré en mer du Japon. Le lendemain, Séoul annonçait avoir testé avec succès un missile balistique d'une portée de 800 km, suffisante pour atteindre les points les plus reculés du territoire nord-coréen. La menace du programme nucléaire nord-coréen est considérée comme la plus préoccupante par l'administration TRUMP.

Saint-Pétersbourg en deuil. 14 morts et 49 blessés : c'est le bilan de l'attentat du métro. Les enquêteurs ont retrouvé dans la rame du métro de Saint-Pétersbourg les restes du kamikaze, un Russe de 22 ans né au Kirghizstan. L'homme avait aussi déposé une seconde bombe, désamorcée à temps. Le pays n'avait pas été aussi durement touché depuis l'explosion en plein vol, le 31 octobre 2015, d'un vol reliant l'Égypte à la Russie avec 224 personnes à bord, un attentat revendiqué par l'État islamique. La responsable de la diplomatie européenne, Federica MOGHERINI, a envoyé ses condoléances à « *tous les Russes, en particulier ceux qui ont perdu leurs proches* ». François HOLLANDE, a exprimé sa « *solidarité avec le peuple russe* » ; Angela MERKEL a fait part de son « *effroi* » face à cet « *acte barbare* ». Donald TRUMP a exprimé le « *soutien total* » de Washington.

Colombie : situation d'urgence à Mocoa. Une coulée de boue qui a fait au moins 290 morts et 332 blessés a dévasté la ville qui compte quelque 70.000 habitants. Selon la Croix rouge, 40.000 personnes ont été affectées. Une enquête a été ouverte pour déterminer quelles mesures « *préventives ou correctives* » auraient du être prises pour éviter la catastrophe.

Brésil : le procès du président reporté sine die. le Tribunal supérieur électoral a ajourné les débats, suivant les requêtes de la défense de l'ex-présidente Dilma ROUSSEFF et de son colistier Michel TEMER, accusés de financement illégal lors de leur campagne électorale victorieuse de 2014.

Équateur : MORENO président. Le socialiste a remporté plus de 51% des suffrages.

Maroc : enfin un nouveau gouvernement. Les 39 ministres du cabinet, dirigé par Saad-Eddine Al-OTHMANI, ont été désignés par le roi Mohammed VI, avec une montée en puissance de slibéraux.

Serbie : Aleksandar VUCIC vainqueur de la présidentielle au 1^{er} tour.

EUROPE

Condescendant ? Le président américain, Donald TRUMP, a félicité l'UE pour son « *très bon travail* » qui lui a permis de rester unie après le vote du Brexit. « *J'aurais pensé, quand cela s'est produit, que d'autres (pays) suivraient, mais je pense vraiment que l'UE est en train de se ressaisir* », s'est-il félicité.

JUNKER agacé. Le président de la Commission européenne s'est dit prêt à encourager des mouvements d'indépendance aux Etats-Unis, comme au Texas, si M. TRUMP ne mettait pas une sourdine à son soutien au Brexit. « *Nous respectons la volonté des électeurs britanniques* », a déclaré Sean SPICER, porte-parole de M. TRUMP. « *Quel que soit l'avenir de la relation entre le Royaume-Uni et l'UE, nous voulons que le Royaume-Uni reste un leader fort en Europe et dans le monde* », a-t-il ajouté.

Le début des négociations. Bruxelles veut donner le rythme. Le président du Conseil européen, Donald Tusk, a présenté à La Valette le projet d'« *orientations* » du Conseil. La première phase concernera : le sort des plus de 3 millions de ressortissants européens au Royaume-Uni et d'environ un million de Britanniques résidant dans un autre État membre ; la situation juridique des entreprises européennes une fois que les lois de l'Union ne s'appliqueront plus au Royaume-Uni ; le « *solde de tout compte* » des engagements budgétaires du Royaume-Uni ; les incertitudes sur la frontière entre la République d'Irlande et la province britannique d'Irlande du Nord.

Fermeté du Parlement européen. En séance plénière, les eurodéputés ont voté une résolution fixant les « *lignes rouges* » pour les discussions sur le Brexit (516 voix pour, 133 contre et 50 abstentions). L'ex-dirigeant du parti britannique UKIP, Nigel Farage, a traité l'UE de « *mafia* » et ses membres de « *gangsters* ». « *On nous adresse une demande de rançon !* », a-t-il tonné dans l'hémicycle. « *Nous ne chercherons jamais à punir le Royaume-Uni [...], nous devons simplement solder ses comptes, ni plus ni moins* », a plaidé le négociateur en chef de l'UE pour le Brexit, Michel Barnier.

« **Votre argent ou vos vies** ». C'est le titre évocateur du journal britannique « The Sun ». Londres menace de réduire sa contribution à la sécurité et à l'antiterrorisme européens si le marché unique européen n'est pas ouvert à ses produits. Le chantage à la sécurité a immédiatement été dénoncé par des députés britanniques avec une fin de non-recevoir cinglante d'Angela Merkel.

Hongrie : ORBAN lance une consultation populaire anti-européenne. Un questionnaire intitulé « *Stoppons Bruxelles !* » a été envoyé à chaque foyer pour demander aux Hongrois leur avis sur comment faire face aux politiques de Bruxelles.

Le caillou de la discorde. Madrid va probablement mettre son veto à tout accord sur Gibraltar dans le cadre du Brexit. Dans les orientations de négociations, les 27 États membres soutiennent Madrid à ce sujet. De quoi enflammer les tensions historiques entre Madrid et Londres alors que les Britanniques considèrent que tout accord sur le Brexit s'appliquera automatiquement à Gibraltar, qu'ils considèrent comme leur territoire souverain. Et le flegme britannique ? répond Madrid.

Les grands projets européens :

- Crossrail de Londres : un métro de 118 km, dont 42 km en souterrain.
- 7.000 éoliennes en mer du Nord: une puissance de 70.000 à 100.000 mégawatts, de quoi satisfaire la consommation de 80 millions de personnes.
- Projet Lyon-Turin : il permettrait la mise en réseau de 5.000 km de lignes nouvelles et relier ainsi 250 millions d'Européens.
- Norvège : un tunnel entièrement sous l'eau pour traverser le Sognefjord et ses équivalents sur une route entre Kristiansand et Trondheim au nord du pays.
- Le Stockholm Bypass Project. Il s'agit du plus grand tunnel près d'une ville. Son but : éviter l'entrée des poids lourds dans la capitale suédoise.

L'Europe c'est maintenant : une [magnifique vidéo](#).

POLITIQUE INTÉRIEURE

Le grand débat. Pour la 1^{ère} fois dans la Ve République, les 11 candidats au 1^{er} tour de l'élection présidentielle se sont affrontés lors d'un débat télévisé marathon de 4h. Les « *petits* » candidats ont su exister face aux favoris des sondages, présents ou passés. Ce sont les « vainqueurs » du débat, ayant réussi à présenter chacun sa ligne et à recentrer le débat, à différents moments, sur les préoccupations des Français. La sortie la plus remarquée a été celle de Philippe POUTOU, candidat du NPA, le seul à avoir été applaudi par le public, lorsqu'il a interpellé Marine LE PEN : « *il n'y a pas d'immunité ouvrière. Quand on est convoqué par la police, nous on y va.* »

Vraies divergences sur l'Europe. Les visions européennes se sont rapidement affrontées, entre les défenseurs d'une UE qui souhaitent un renforcement de la construction européenne, comme Emmanuel MACRON et ceux qui souhaitent une renégociation des traités, comme Jean-Luc JEAN-LUC MÉLENCHON, Benoît HAMON ou Jean LASSALLE. François ASSELINEAU ne juge pas cela possible, évoquant la nécessité de l'unanimité des chefs de gouvernements comme des peuples, soit 56 accords. D'autres ont défendu le « Frexit », Mme LE PEN a raillé les « *vieilles badernes* » d'Emmanuel MACRON, dans une passe d'armes sur les travailleurs détachés. François FILLON a défendu une Europe forte capable de rivaliser avec les États-Unis et la Chine.

Bilan du débat ? Certains commentateurs ont souligné la « *discretion* » de François FILLON, qui a également été vu comme mettant en avant sa stature d'homme d'État, malgré de nouvelles questions sur la moralisation de la vie politique. D'autres ont vu Emmanuel MACRON comme ayant voulu prendre de la hauteur, alors que d'autres ont pu le trouver peu à l'aise sur certaines questions qui le rendaient comptable du bilan de François HOLLANDE, ou sur l'attaque du candidat Nicolas DUPONT-AIGNAN sur le « *démantèlement* » de grandes industries françaises par des banques comme Rothschild (où Emmanuel MACRON a travaillé) alors que le candidat d'En Marche était ministre de l'Économie. En tout cas prudent, Emmanuel MACRON est resté sur la réserve et n'a pas concentré les attaques de ses concurrents. Benoît HAMON s'en est tenu à la défense de son programme, posant ses propositions calmement, sans entrer dans les invectives. Marine LE PEN a été la cible de plusieurs attaques, notamment sur la moralisation de la vie politique ou la crédibilité de son programme économique. François FILLON a notamment relevé qu'elle comptait financer 180 milliards de dépenses par la sortie de l'euro. Or, rappelle le candidat de la droite, Marine LE PEN promet maintenant un référendum sur la sortie de l'euro. « *Comme on sait que les Français sont très majoritairement contre la sortie de l'euro* », cela signifie que Mme LE PEN n'a pas de programme économique argumenté. Elle a également été la cible de Jean-Luc MÉLENCHON sur la laïcité.

Mais qui est Jean LASSALLE ? Pendant le débat, le candidat à l'accent chantant a été le plus recherché sur Google, YouTube et Google Actualités. 21% des recherches portant sur les candidats.

Emmanuel MACRON et Christian ESTROSI, ensemble à Marseille. Si la rencontre était une simple « *visite républicaine* », selon les deux hommes, elle a été qualifiée d'« *acte de trahison* » par un proche de François FILLON.

SAPIN votera HAMON. « *Par loyauté* », a précisé le ministre de l'Économie et des Finances.

La caravane passe... Benoît HAMON fait de la pédagogie sur le revenu universel. Le candidat socialiste a présenté les trois caravanes qui doivent sillonner plus d'une centaine de villes de France pour expliquer cette mesure aux citoyens. Un simulateur permet que « *chacun, en fonction de sa situation personnelle, [sache] quel est le montant du revenu universel qu'il perçoit* », a-t-il détaillé.

MARÉCHAL LE PEN vs LE PEN. La députée du Vaucluse a évoqué la fin des régimes spéciaux des retraites « *qui sont extrêmement chers et qui ne se justifient plus* ». La réforme ne fait pas pourtant partie des 144 propositions de la candidate. « *La seule personne pouvant s'exprimer au nom du Front national pendant la campagne est Marine LE PEN* » a-t-on répondu.

Pas cap' ? France 2 a jeté l'éponge et a renoncé à son débat du 20 avril avec les 11 candidats. Une décision que regrette Benoît HAMON qui a dénoncé le refus de Jean-Luc MÉLENCHON et d'Emmanuel MACRON d'y participer, à trois jours du premier tour de la présidentielle, qui se tiendra le 23 avril. La chaîne propose désormais 11 entretiens individuels en direct d'une quinzaine de minutes, dont l'ordre serait déterminé par tirage au sort en début d'émission.

Un tiercé inattendu ? À 17 jours du 1^{er} tour de l'élection présidentielle, Harris Interactive pour France Télévisions, voit Emmanuel MACRON (25%), Marine LE PEN (24%) toujours en tête (dans la marge d'erreur). Et le 3^e homme ? Ce serait François FILLON, mais avec 18% des intentions de vote, il est talonné par Jean-Luc MÉLENCHON, avec 17% des voix (+3,5), qui pourrait lui passer devant. Benoît HAMON passe sous la barre des 10% (-3,5) à 9%. Nicolas DUPONT-AIGNAN arriverait en 5^e position (3%), quand les autres candidats – Nathalie ARTHAUD, Philippe POUTOU, Jean LASSALLE, François ASSELINEAU et Jacques CHEMINADE – se partageraient les voix restantes (1% ou moins).

PARLEMENT

Union interparlementaire

Urgence contre la famine. Les parlementaires du monde entier ont lancé un appel pour sauver des millions de personnes de la famine et de la sécheresse dans des parties de l'Afrique et au Yémen. Dans un point d'urgence adopté à la 136^e Assemblée, les Membres de l'Organisation se sont engagés à faire pression sur leur gouvernement pour que ceux-ci financent des opérations d'aide humanitaire visant à prévenir la crise naissante. [La résolution de l'UIP. Les conclusions de la 136^e assemblée](#) (en anglais).

ÉCONOMIE & DÉFENSE

Québec. Le « sacrifice » des dirigeants de Bombardier. Ils ont renoncé à la moitié de l'enveloppe de 40 millions de dollars canadiens qu'ils comptaient s'accorder, après une perte de près d'1 milliard de dollar. Devant la levée de bouclier des syndicats et de la classe politique, Pierre BEAUDOUIN avait renoncé à son augmentation pour ne conserver que sa rémunération de 5 millions de dollars, comme en 2015.

Lutte contre la grippe aviaire dans le Sud-Ouest. Pour mettre un terme à l'épidémie, le gouvernement impose un vide sanitaire dans les élevages de palmipèdes de 1.134 communes, du 17 avril au 28 mai. Les bâtiments vides de tout animal seront « *nettoyés et désinfectés* ».

Chômage au plus bas depuis 7 ans dans la zone euro mais grande disparité. Recul de 0,1 point en février, pour atteindre 9,5%, son taux le plus bas depuis mai 2009, a annoncé Eurostat. L'Allemagne (3,9%) ou Malte (4,1%) enregistrent des taux très faibles, tandis que l'Espagne (18%) et la Grèce (23,1% en décembre 2016, dernier chiffre disponible) continuent à afficher les taux de chômage les plus élevés de la zone euro. Le chômage des jeunes reste très élevé dans ces deux pays -- 45,2% en Grèce, 41,5% en Espagne ainsi qu'en Italie (35,2%), alors qu'il n'est que de 6,6% en Allemagne.

UE 28 : chômage en baisse également. Le taux de chômage parmi les 28 pays de l'UE atteint 8%, au plus bas depuis janvier 2009. Ce chiffre est en baisse dans 26 États membres, mais progresse au Danemark (de 6% à 6,4%) et en Lituanie (de 8% à 8,3%). En France, il reste inchangé depuis novembre 2016, à 10%.

Nationalisation des chantiers navals de Saint-Nazaire ? Cette hypothèse serait envisagée par le gouvernement en cas d'échec dans les négociations avec l'italien Fincantieri, concurrent de STX et candidat à sa reprise. Depuis plusieurs mois, l'État réclame à l'acheteur italien des garanties sur le maintien de l'activité et des emplois à Saint-Nazaire et pourrait décider d'une nationalisation temporaire, le temps de choisir un autre repreneur.

SANTÉ – SOCIÉTÉ

Bon appétit ! Un smiley bleu souriant ou grimaçant. Les premières notes des contrôles sanitaires effectués par l'État dans les restaurants, abattoirs, supermarchés ou cantines seront accessibles sur Internet.

Un nouveau billet de 50 euros. Plus difficile à contrefaire, il est en circulation dans les 19 pays de la zone euro. La Banque centrale européenne a mis en ligne [une vidéo](#).

Contagion. Le ministre de l'Intérieur français, Matthias FEKL, a annoncé un renforcement des moyens de sécurité dans les transports en commun en région parisienne. 140 gendarmes redéployés dans les gares, les réseaux de transport en commun. Le préfet de police de Paris a pris un arrêté autorisant les policiers à fouiller les bagages des usagers du métro parisien et du RER entre 7h et 22h.

Le Front national a nouveau ciblé par une enquête sur des soupçons d'emplois fictifs. Une enquête préliminaire a été ouverte par le parquet de Lille visant le conseil régional Nord-Pas-de-Calais, selon Le Canard enchaîné. Le FN est soupçonné d'avoir rémunéré, de 2010 à 2015 avec des fonds publics, des collaborateurs qui auraient, en réalité, travaillé pour le parti, notamment pour préparer l'élection présidentielle de 2012.

CULTURE, SPORTS, SCIENCES ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Tennis. Classement ATP : Roger FEDERER grimpe à la 4^e place. Vainqueur du Masters 1000 de Miami, le Suisse de 35 est numéro 4 mondial derrière un trio toujours composé d'Andy MURRAY, Novak DJOKOVIC et Stan WAWRINKA. Un Français dans le Top 10, Jo-Wilfried TSONGA. Gaël MONFILS est 11^e à l'ATP.

CARNET ET NOMINATION

Jean-Marie LE GUEN, secrétaire d'État chargé du Développement et de la Francophonie, voit ses compétences s'étendre aux « *affaires concernant les Français à l'étranger, notamment les questions relatives à leur représentation, à leur administration, à leur sécurité et à leur protection sociale. Il traite également des questions relatives à la scolarisation des Français établis hors de France.* »

Au sein de son cabinet, c'est **Pauline CARMONA**, directrice adjointe du cabinet, qui est chargée des Français de l'étranger. Ancienne consule générale de France à San Francisco, cette énarque a été conseillère diplomatique au cabinet du ministre de l'Intérieur pendant 4 mois, avant d'intégrer le cabinet du Secrétaire d'État chargé du Développement et de la Francophonie en mars dernier.

Claudine RIPERT-LANDLER, conseillère communication, stratégie, international à la présidence de la République, devrait être nommée conseillère de coopération et d'action culturelle à Londres.

Guillaume OLLAGNIER, directeur adjoint du cabinet de Jean-Marc AYRAULT, pourrait être nommé ministre conseiller à Berlin.

Paule IGNATIO, conseillère diplomatique au cabinet du ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, devrait être nommée consule générale adjointe à Hong Kong.

Marianne BESEME, jusqu'alors directrice adjointe du même cabinet ministériel, devient secrétaire générale de l'Office franco-québécois pour la jeunesse.

Marie-Alexandra VEILLEUX-LABORIE devient directrice de la BERD pour le Maroc.

Édouard PINOT de VILLECHENON devrait être nommé directeur des relations internationales de Thalès.

L'Hebdo indépendant, tous droits réservés. Responsable de rédaction : Olivia RICHARD, avec la collaboration de Jean-Pierre VILLAESCUSA. La Rédaction s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour. Les informations contenues dans l'Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. Cabinet parlementaire – tél : + 33 1 42 34 26 87 ou par mail : r.delpicchia@senat.fr